

PROCEDURE ADAPTEE CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L2123-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

OPERATION : Aménagement du centre-bourg de BOESSE à
ARGENTONNAY (79)

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
Vendredi 03 octobre 2025 à 12h00

Maîtrise d'ouvrage :
MAIRIE D'ARGENTONNAY
11 place Léopold Bergeon
79150 ARGENTONNAY
Tél : 05 49 65 70 22
Courriel : accueil@argentonnay.fr



Maîtrise d'œuvre VRD :
AREA URBANISME
6 bis allée des Oliviers - 79300 BRESSUIRE
Tél : 05 49 81 57 52
Courriel : areaurbanisme@gmail.com

AREA URBANISME

Maîtrise d'œuvre Paysage :
CANOPEE ATELIER PAYSAGE
1 ter place de la Trinité – 44190 CLISSON
Tél : 05 49 81 57 52
Courriel : canopee.atelier@gmail.com

canopee ATELIER
PAYSAGE

Pièce n°0.1

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.1. Objet de la consultation.....	4
1.2. Type de la consultation.....	4
1.3. Lots et tranches.....	4
A. LOTS //	4
B. TRANCHES //	4
1.4. Conditions de participation.....	4
1.5. Nomenclature européenne	4
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1. Durée du marché – Délais d'exécution.....	5
2.2. Variantes & PSE.....	5
A. Variante.....	5
B. PSEO	5
2.3. Clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi obligatoire.....	5
2.4. Délai de validité des offres.....	6
2.5. Mode de règlement du marché	6
2.6. Conditions particulières d'exécution	6
2.7. Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
ARTICLE 3. LES INTERVENANTS.....	6
3.1. Le Maître d'ouvrage.....	6
3.2. Conduite d'opération – Maîtrise d'œuvre	6
3.3. Contrôle technique	7
3.4. Coordonnateur Sécurité et protection de la santé des travailleurs	7
ARTICLE 4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
ARTICLE 5. PRESENTATION DES OFFRES	7
5.1. Contenu des offres.....	7
A. La candidature	7
B. L'offre	9
5.2. Langue de rédaction des offres.....	9
5.3. Unité monétaire.....	9
ARTICLE 6. EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE	9
6.1. Critères de jugement des offres	9
6.2. Détermination de la note du critère 1 : Prix des prestations (N1)	10
6.3. Détermination de la note du critère 2 : Valeur technique (N2)	11

COMMUNE D'ARGENTONNAY
Aménagement du centre-bourg de Boësse à Argentonnay (79)

sur 12 points.....	11
sur 10 points.....	12
ARTICLE 7. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES	13
7.1. Transmission sur support papier	13
7.2. Transmission électronique.....	14
ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	16
8.1. Demande de renseignements.....	16
8.2. Documents complémentaires.....	16
8.3. Visite préconisée sur site	16
8.4. Voies et délais de recours	16

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

La présente consultation concerne les travaux d'aménagement du centre-bourg de Boësse à ARGENTONNAY (79)

Lieu(x) d'exécution du marché : ARGENTONNAY (79)

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché. Les délais de livraison et les modalités d'exécution sont définis au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2. Type de la consultation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

Chaque lot sera conclu sous la forme d'un marché ordinaire.

1.3. Lots et tranches

A. LOTS //

Le présent marché de travaux se compose de 2 lots :

- **LOT N°1 : VOIRIE - RESEAUX DIVERS – SIGNALISATION**
- **LOT N°2 : AMENAGEMENTS PAYSAGERS**

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

B. TRANCHES //

Le marché ne comporte pas de tranches.

1.4. Conditions de participation

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

1.5. Nomenclature européenne

Les références de la nomenclature européenne (CPV) sont :

45111291-4 : Travaux d'aménagement de terrain

45112700-2 : Travaux d'aménagement paysager

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Durée du marché – Délais d'exécution

La durée du marché et le délai d'exécution ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution sont fixés dans l'acte d'engagement.

2.2. Variantes & PSE

A. Variante

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Cependant, les candidats sont encouragés à présenter, pour le lot n°1, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant une variante. Chaque candidat **pourra proposer une offre "variante"** de son offre de base avec un dossier complet par offre variante, en cohérence avec les caractéristiques décrites dans le cahier des clauses techniques particulières. En tout état de cause, la variante devra être motivée et accompagnée d'un descriptif précis, avec sa mise en œuvre détaillée. Toute proposition de variante qui ne respecte pas les exigences minimales et les limites imposées sera rejetée.

B. PSEO

LOT N°1 : VOIRIE - RESEAUX DIVERS – SIGNALISATION

PSE : GIEP PARKING 8 PLACES, PLACE DU 14 JUILLET

LOT N°2 : AMENAGEMENTS PAYSAGERS : SANS OBJET

2.3. Clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi obligatoire

La structure « Mairie d'ARGENTONNAY », dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions légales (article L2112-2) en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire.

Cette clause est applicable aux lots identifiés dans l'article 6 du Cahier des Clauses Administratives Particulières. Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permettra l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'article 6 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG des marchés publics de travaux et précise quels sont les publics éligibles au dispositif, les différentes modalités de mise en œuvre et de contrôle de son exécution, les pénalités applicables en cas de non-respect de ses obligations par l'entreprise.

La clause sociale obligatoire sera réalisée par le titulaire ou par son sous-traitant.

La Mairie d'ARGENTONNAY a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion. Ce dispositif est à l'article 6 du CCAP.

ATTENTION

LES CANDIDATS NE SONT PAS AUTORISÉS À FORMULER DANS LEUR OFFRE DES RÉSERVES SUR LA CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.
UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS CETTE CONDITION D'EXÉCUTION SERA DÉCLARÉE NON-CONFORME AU MOTIF DU NON-RESPECT DU CAHIER DES CHARGES.

2.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

2.5. Mode de règlement du marché

Les sommes dues au(x) titulaires et au(x) sous-traitants de 1^{er} rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.6. Conditions particulières d'exécution

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissement visés par les articles L.5213-13 du code du travail et L.344.2 du code de l'action sociale et des familles, conformément à l'article L.2113-12 du Code de la Commande Publique.

2.7. Confidentialité et mesures de sécurité

Sans objet.

2.8. Modifications de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3. LES INTERVENANTS

3.1. Le Maître d'ouvrage

MAIRIE D'ARGENTONNAY
11 place Léopold Bergeon
79150 ARGENTONNAY
Tél : 05 49 65 70 22
Courriel : accueil@argentonnay.fr
Pouvoir adjudicateur : Le Maire

3.2. Conduite d'opération – Maîtrise d'œuvre

Pour le lot n°1 VRD, la maîtrise d'œuvre est assurée par AREA Urbanisme, représentée par :
AREA URBANISME – M. ERISSE Michael
6 bis allée des Oliviers
79300 BRESSUIRE

Pour le lot n°2 aménagements paysagers, la maîtrise d'œuvre est assurée par CANOPEE ATELIER PAYSAGE, représentée par :

CANOPEE ATELIER PAYSAGE – Mme MERCERON Elise
1 ter place de la Trinité
44190 CLISSON

3.3. Contrôle technique

L'opération à réaliser, objet de la présente procédure, n'est pas soumise au contrôle technique prévu par la loi du 4 janvier 1978 relative à l'assurance construction.

3.4. Coordonnateur Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :
ERSO SPS
28 rue des Mésanges
85200 FONTENAY LE COMTE

ARTICLE 4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC),
- L'Acte d'Engagement (AE) communs aux 2 lots,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) valant Détail Quantitatif Estimatif (DQE) pour les lots n° 1 et 2,
- DESC,
- Plan de récolement,
- Plan des Aménagements,
- Plan des travaux,
- Plan de plantation,
- Plan de substrats et tuteurage,
- Carnet de détails technique,
- Carnet de détails paysage,

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement sur la plateforme :
<https://www.marches-securises.fr>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support papier ou physique électronique n'est autorisée.

ARTICLE 5. PRESENTATION DES OFFRES

5.1. Contenu des offres

A. La candidature

Elle comprend obligatoirement :

- Le DC1 "Lettre de candidature" dûment complété (disponible sur <https://economie.gouv.fr>)
- Le DC2 "Déclaration du candidat" dûment complété (disponible sur <https://economie.gouv.fr>)
- ou le DUME "Document Unique de Marché Européen" dûment complété

- La copie, le cas échéant, du ou des jugements prononçant le redressement judiciaire du soumissionnaire.
- Documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée pour engager le candidat (extrait Kbis, RCS, délégation...),
- Chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles,
- Attestation d'assurance civile et décennale,
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- Déclaration des matériels et moyens techniques dont dispose le candidat pour la réalisation de contrats de même nature,
- Références de prestations similaires exécutées au cours des trois dernières années,
- Certificat(s) de qualité ou de capacité délivré(s) par des organismes indépendants ou moyens de preuve équivalents, notamment certificats de qualifications professionnelles ou de conformité à des spécifications techniques.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponible gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Le DUME peut être accessible :

- Par le profil d'acheteur
- Par l'utilitaire disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
- Par l'outil mis en place par la Commission européenne

En application des dispositions de l'article 49 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne, en lieu et place des documents énumérés ci-dessus.

Ce document devra être rédigé en français et signé.

Le candidat devra impérativement faire apparaître au sein du DUME, l'intégralité des informations permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier son aptitude à exercer son activité professionnelle, ainsi que ses capacités techniques, professionnelles, financières et économiques.

Les candidats ont la possibilité de réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans le cadre d'une précédente procédure à la condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le candidat retenu à l'issue de la sélection des offres sera tenu de fournir les documents manquants. Il ne saurait être désigné définitivement titulaire du marché qu'à la condition de produire tous les certificats et attestations dans le délai de 5 jours imparti par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la Commande Publique, les renseignements erronés ou inexacts portés sur les documents produits par le candidat pourront entraîner la résiliation du marché.

B. L'offre

Elle comprend obligatoirement :

- L'Acte d'engagement et ses annexes éventuelles, document joint à compléter et à signer,
- Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre à l'acte d'engagement, un DC4 "Déclaration de sous-traitance", dûment complété (disponible sur <https://economie.gouv.fr>),
- le Bordereau des Prix Unitaires valant DQE : cadre joint à compléter sans modification,
- **Un mémoire technique** reprenant tous les points énoncés pour le jugement du critère « valeur technique » (article 6.3 du présent règlement de consultation).
- Un RIB

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2. Langue de rédaction des offres

Les offres et notices diverses doivent être rédigées en langue française.

Si toutefois, les pièces sont rédigées en langue étrangère, elles devront être accompagnées d'une traduction en langue française dont l'exactitude devra être certifiée par un traducteur auprès des tribunaux (français ou étrangers) dont le nom et l'adresse seront indiqués.

5.3. Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : **euro(s)**.

ARTICLE 6. EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE

Après réception et examen des offres, il est établi un premier classement des offres.

Une phase de négociation pourra être engagée avec les candidats ayant déposé une offre dans les conditions suivantes :

- S'il est nécessaire d'apporter des compléments d'informations aux mémoires techniques et aux offres, une demande de précisions sera faite via le profil acheteur auprès de l'ensemble des candidats.
- A l'issue de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec **les 3 meilleurs candidats**. La négociation portera sur les réponses apportées aux critères d'attribution (prix et valeur technique) ainsi que sur tout élément manquant de précision dans l'offre. Elle se fera par le biais du profil acheteur pourra éventuellement prendre la forme d'auditions.

La commune se réserve le droit de ne pas procéder à une négociation si elle la juge inutile ou inopportune.

6.1. Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Pour l'ensemble des lots :

Critère 1 : Prix des prestations = 40 %

Critère 2 : Valeur technique = 60 %

6.2. Détermination de la note du critère 1 : Prix des prestations (N1)

Pour l'ensemble des lots :

Le jugement des offres retenues se fera à partir de l'analyse du cadre des quantités et prix unitaires du marché (BPU), établi par le biais du BPU valant DQE du lot concerné (pour mémoire, l'estimation découlant de ces documents n'a pas de valeur contractuelle ; elle sert uniquement à analyser les offres entre elles).

Le calcul de la note s'effectuera selon la formule suivante (hors offre jugée anormalement basse) :

$$N1 = \frac{[\text{Offre la plus basse}] \times 40}{\text{Offre du candidat}}$$

L'offre du candidat obtient par l'application de cette formule une note N1 sur 40.

Dans le cas où des erreurs de multiplications, d'additions ou de reports seraient constatées dans le DE figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation. Seul sera pris en considération le montant indiqué dans l'acte d'engagement.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix ayant servis à l'élaboration des prix qu'elle estimera nécessaires à la bonne compréhension de l'offre.

6.3. Détermination de la note du critère 2 : Valeur technique (N2)

L'analyse de la valeur technique du **lot n°1 - VRD** s'effectue sur les 6 sous-critères constituant le mémoire technique :

Désignation du sous-critère	Points attribués
1/ Préparation de chantier : <i>Décrire les moyens humains, matériels et techniques mis en œuvre pour la préparation du chantier avec leur mode opératoire respectif dans un enchaînement clair et cohérent.</i>	sur 12 points
2/ Phasage des travaux : <i>Décrire et ce pour chacune des séquences, le phasage des travaux envisagé en justifiant l'enchaînement de celui-ci avec le mode opératoire en découlant, dans un enchaînement clair et cohérent.</i>	sur 12 points
3/ Le planning des travaux	Démarrage : sur 4 points Délai d'exécution avec planning : sur 4 points
4/ Référence chantier <i>Trois certificats de capacité datant de moins de 3 ans justifiant des capacités de l'entreprise à entreprendre des travaux phasés, en interface avec les autres lots, et d'un volume similaire</i>	6 points
5/ Moyens mis en œuvre pour assurer	* Une continuité des services de la commune : sur 2 points * L'accès quotidien aux riverains : sur 4 points * La sécurité des riverains : sur 4 points
6/ Protection de l'environnement avec disposition envisagées pour la gestion, la valorisation et l'élimination des déchets :	* La gestion des déchets propre au chantier : sur 4 points * La valorisation des déchets propre au chantier : sur 4 points * L'élimination des déchets propre au chantier : sur 4 points

L'offre du candidat obtient par somme des points des différents items **une note N2 sur 60.**

L'analyse de la valeur technique du **lot n°2 – AMENAGEMENTS PAYSAGERS** s'effectue sur les 6 sous-critères constituant le mémoire technique :

La valeur technique est appréciée au vu de la pertinence du mémoire technique joint, qui devra être renseigné expressément par chaque candidat. Les points à renseigner dans le mémoire technique sont les suivants :

Désignation du sous-critère	Points attribués
1 / Méthodologie des travaux : <ul style="list-style-type: none"> - Méthodologie de préparation (note sur 5 pts) - Méthodologie d'exécution des travaux de création (note sur 5 pts) - Méthodologie des travaux d'entretien (note sur 5 pts) 	sur 15 points
2/ Capacité technique affectée au chantier : <ul style="list-style-type: none"> - Moyens humains : Organigramme succinct pour ce chantier, personnel d'encadrement prévu avec CV (note sur 5 pts) - Moyens matériels et pertinence des expériences similaires de l'entreprise au regard des travaux projetés (note sur 5 pts) 	sur 10 points
3/ Provenance et qualité des principales fournitures : <ul style="list-style-type: none"> - Provenance des fournitures et matériaux (note sur 5 pts) - Provenance des végétaux (note sur 5 pts) 	sur 10 points
4/ Durée globale d'exécution, plannings prévisionnels avec enchaînement des tâches, respect et cohérence au regard du calendrier prévisionnel du pouvoir adjudicateur, cohérence par rapport aux moyens à disposition : <ul style="list-style-type: none"> - Planning détaillé en création (note sur 5 pts) - Planning détaillé en entretien (note sur 5 pts) 	sur 10 points
5/ Dispositions envisagées pour réduire les nuisances de chantier vis-à-vis des riverains (poussières, bruits...), sécurité des abords du chantier (salle des fêtes, banque alimentaire, chapelle): (note sur 5 pts)	sur 5 points
6/ Démarche environnementale : (note totale sur 10 pts) Gestion sélective des déchets (SOSED...), emploi de matériaux innovants, issus du recyclage ou de la valorisation des déchets, réduisant les transports ou d'origine locale, présentant une durée de vie satisfaisante et à faible entretien, choix de végétaux provenant de filière locale et tout procédé intégrant ces préoccupations environnementales	sur 10 points

Nota :

Pour chacun des paramètres indiqués avec un nombre de la note attribuée sera établie en fonction des informations contenues dans l'offre selon le barème suivant :

10 pts	5 pts	Appréciation
0 pts	0 pts	le candidat n'a fourni aucune information
2 pts	1 pts	Très insuffisant
4 pts	2 pts	Insuffisant
6 pts	3 pts	Acceptable mais légèrement en dessous du besoin
8 pts	4 pts	Satisfaisant le niveau qualitatif recherché
10 pts	5 pts	Très satisfaisant (supérieur au besoin exprimé et améliorant la satisfaction)

L'offre du candidat obtient par somme des points des différents items une note N1 sur 60

Chaque critère fera l'objet de l'attribution d'une note (nommée respectivement N1 et N2 pour chacun des critères).

La note globale sur 100 points est obtenue par la somme des notes du critère prix et du critère valeur technique :

La note globale N est obtenue suivant le calcul :

$$N = N1 + N2$$

L'offre retenue est l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessus avec leur pondération.

Les indications portées sur le BPU prévalent sur toutes autres indications dans l'offre.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le DQE d'un candidat, elles seront rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

S'il y a eu négociation et que l'offre d'un candidat est sur le point d'être retenue, il lui sera demandé de la mettre en cohérence ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme "non cohérente".

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations prévus à l'article 51 du décret relatif aux marchés publics que sont notamment :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents datant de moins de 6 mois. Un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents. Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- La production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire du marché dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception de la demande émise par le pouvoir adjudicateur.

Si le candidat retenu ne produit pas ces documents dans ce délai, son offre sera rejetée.

Une fois ces pièces remises, l'acte d'engagement est signé par l'attributaire, si celui-ci ne l'était pas initialement. En cas de groupement celui-ci sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

ARTICLE 7. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

7.1. Transmission sur support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier est **interdite**.

Toute offre adressée par voie papier sera considérée par le pouvoir adjudicateur comme irrégulière et éliminée sans avoir été lue. Le candidat en sera informé.

7.2. Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée. Les candidats devront constituer leur dossier dématérialisé en tenant compte des indications suivantes :

Formats

Pour les documents exigés par le Pouvoir Adjudicateur, les formats autorisés en réponse sont : PDF, Word et Excel. Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par le Pouvoir Adjudicateur alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : Word 97-2003, PowerPoint 97-2003, RTF, JPG, AVI ...).

Virus

Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

Signature électronique

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.
Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer

Il est conseillé de numéroté les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (01, 02, 03 ...).

Les documents constitutifs de la candidature doivent être regroupés dans un répertoire intitulé « Candidature ».
Les documents constitutifs de l'offre doivent être regroupés dans un répertoire intitulé « Offre ».

Dans le cas de lots, le répertoire contenant tous les documents relatifs à l'offre sera intitulé Offre-Lot-xy (où xy est le numéro du lot).

Tous les répertoires sont regroupés dans un seul fichier : Documents.zip.

Ce fichier est inséré dans l'enveloppe unique mise à votre disposition.

Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier.

Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

La copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé ou si elle est envoyée par la Poste, par pli recommandé avec avis de réception postal, à l'adresse suivante :

MAIRIE D'ARGENTONNAY
11 place Léopold Bergeon
79150 ARGENTONNAY
Tél : 05 49 65 70 22
Courriel : accueil@argentonnay.fr

Horaires d'ouverture :
Du Lundi au Vendredi : de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h

Dépôt électronique

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme MARCHES SECURISES : <https://www.marches-securises.fr>

Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. ...). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...)

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer **une adresse mail durable** pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité d'anticiper un dépôt de pli afin d'intégrer le délai de téléchargement et de pallier un éventuel incident qui nécessiterait l'intervention de l'assistance technique du profil d'acheteur ou des lenteurs d'accès au réseau Internet.

Toute demande d'assistance sur le dépôt d'un pli doit être adressée à la plateforme :

Hotline : 04 92 90 93 27

ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1. Demande de renseignements

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.
Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification.

8.2. Documents complémentaires

Sans objet.

8.3. Visite préconisée sur site

Sans caractère obligatoire, il est **fortement conseillé** aux candidats de se rendre sur le site, préalablement à la remise de l'offre, afin de reconnaître les lieux où les travaux doivent être réalisés.

8.4. Voies et délais de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de POITIERS
Hôtel Gilbert
15 rue de Blossac – CS 80541 - 86020 POITIERS CEDEX
Tél : 05 49 60 79 19
Télécopie : 05 49 60 68 09
Courriel : greffe.ta-poitiers@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L.) : <http://poitiers.tribunal-administratif.fr>

Les voies et délais de recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Il pourra être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

COMMUNE D'ARGENTONNAY

Aménagement du centre-bourg de Boësse à Argentonnay (79)

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de POITIERS

Hôtel Gilbert

15 rue de Blossac – CS 80541

86020 POITIERS CEDEX

Tél : 05 49 60 79 19

Télécopie : 05 49 60 68 09

Courriel : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://poitiers.tribunal-administratif.fr>